



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Note sur le paupérisme rural aux U.S.A.

Joseph Le Bihan

Citer ce document / Cite this document :

Le Bihan Joseph. Note sur le paupérisme rural aux U.S.A.. In: Économie rurale. N°77, 1968. pp. 19-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1968.2012>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1968_num_77_1_2012

Fichier pdf généré le 08/05/2018

NOTE SUR LE PAUPERISME RURAL AUX U. S. A.

par Joseph LE BIHAN

Maître de Recherches à l'I.N.R.A.

Le gouvernement américain a constitué une « Commission nationale de la pauvreté rurale » afin de préparer un rapport sur l'ampleur de ce phénomène et les moyens de lutte appropriés.

Le rapport de synthèse a été rédigé sous la direction du Professeur C. Bishop, Chef du département des Sciences Economiques de l'Université de Caroline du Nord (1).

Il s'agit d'un document de toute première importance. La situation observée aux U.S.A. doit faire réfléchir ceux qui consciemment ou inconsciemment proclament ou écrivent que les objectifs d'une politique agricole doivent être de donner « *le maximum de chances au maximum d'agriculteurs* ». C'est aller au devant de graves désillusions.

LE PAUPERISME RURAL : AMPLEUR DU PHENOMENE

« Nous ne pouvons plus permettre au public et aux hommes politiques d'ignorer le paupérisme rural » écrivent les auteurs du rapport.

Il s'agit non pas de « poches de paupérisme », mais de franges importantes de paupérisme.

D'une manière générale, on estime que 33,7 millions d'américains sur une population totale de 189,9 millions (en 1965) peuvent être classés dans « *l'ensemble pauvre* », soit 17,7 % du total de la population. En 1965, la population rurale comprenait 55,3 millions de personnes, soit 29 % du total de la population. Au sein de la population rurale on dénombrait 25 % de pauvres.

Enfin la population rurale comprend 13,3 millions de personnes vivant de l'agriculture, parmi lesquelles le taux de paupérisme est de 29,3 %.

En résumé, le tableau du paupérisme aux U.S.A. peut être synthétisé de la manière suivante (en millions d'habitants, en 1965) :

| | Popu- lation totale | Popu- lation pauvre | % de pau- vres |
|---|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| U.S.A. | 189,9 | 33,7 | 17,7 % |
| Population rurale | 55,3 | 13,8 | 25 % |
| Population vivant de l'Agriculture | 13,3 | 3,9 | 29,3 % |

Source : le rapport précité (voir note 1)

Il apparaît également que la population rurale qui représente 30 % de la population comprend 40 % du total de la population pauvre. Parmi les 14 millions de pauvres ruraux, 11 millions sont des blancs.

LES INDICATEURS DE LA PAUVRETE

Le revenu

Le principal indicateur est le revenu. *En dessous d'un revenu annuel de 3.000 dollars, on estime qu'un ménage est pauvre.*

En fait comme le soulignent les auteurs du rapport, « dans les zones rurales de forte densité de paupérisme un revenu annuel de 3.000 dollars est l'exception plutôt que la règle ».

En effet, 25 % des ménages ruraux pauvres ont moins de 1.000 dollars par an et 70 % ont moins de 2.000 dollars/an.

La sous-éducation

Le minimum d'éducation retenu est l'équivalent de 8,8 années de scolarité achevées.

Les pauvres ruraux de 55 à 56 ans de sexe masculin et ayant un revenu annuel inférieur au seuil précité ont en moyenne 5 années de scolarité. *Il y a un véritable cercle vicieux de la sous-éducation qui a tendance à se perpétuer.* Environ trois millions d'adultes ruraux sont considérés comme illettrés.

Les auteurs du rapport insistent sur le fait que la sous-éducation est un obstacle à l'intégration dans

(1) Sous la direction de C.E. Bishop: « The people left behind », a report by the President's National Advisory Commission on Rural Poverty. U.S. Printing Office, septembre 1967, 160 pages.

la nouvelle économie urbaine, et un obstacle également à l'intégration dans la nouvelle économie agricole. *L'agriculture moderne a de moins en moins besoin de force de travail non qualifiée.* Le sous-emploi et les fluctuations de l'emploi sont également plus accentués parmi cette population. En outre, il y a peu d'offre d'emplois qualifiés dans les régions rurales.

Mal-nutrition et sous-nutrition, tout spécialement des enfants

Dans certaines régions rurales du Sud, le paupérisme atteint des niveaux tels « que non seulement les enfants sont mal nourris mais meurent littéralement de faim » (p. 5 du rapport). Cette tension sur les faibles ressources est inévitable ne serait-ce qu'en raison du taux de naissance élevé chez les pauvres ruraux (25 % plus élevé chez les pauvres agricoles que la moyenne nationale lorsqu'il s'agit de blancs).

Les ménages pluri-générationnels

Une autre caractéristique des ménages de pauvres ruraux est la coexistence de plusieurs générations sous le même toit, ce qui limite encore les faibles ressources disponibles. La diminution de la population active accroît les charges des restants et dans de nombreux cas la situation s'aggrave.

COMMENT INTERVENIR

Comment résorber cette masse de paupérisme ?

Les auteurs insistent à plusieurs reprises sur le fait que le paupérisme n'est pas réductible à un simple problème de revenu. Le problème est plus complexe. Le problème de l'éducation est essentiel. *L'éducation est la véritable contre-aliénation.*

Le coût de l'intervention matérielle, c'est-à-dire le simple transfert de revenu pour atteindre la ligne des 3.000 dollars, ne semble pas prohibitif. Il correspond à la redistribution d'environ 1 % du total des revenus individuels (2). Cette politique peut atténuer les effets du paupérisme mais non l'éliminer.

LES SIX RAISONS D'UNE ACTION IMMEDIATE

« Nous ne savons pas combien de ruraux américains ont perdu toute raison d'espérer. C'est à la fois tragique et honteux qu'il y en ait... ».

(2) Il est vrai que la ligne des 3 000 dollars ignore les différentes situations familiales. Si on prend en considération le critère Revenu/personne vivant au sein du ménage, le coût d'intervention est plus élevé.

Six raisons sont convergentes en faveur d'une *action immédiate*.

— La simple équité; il s'agit de victimes du progrès technique dont la condition a été parfois aggravée par des discriminations multiples.

— Une intervention rapide dans les régions rurales atténuerait la crise du paupérisme dans les grandes agglomérations où il devient explosif. La crise urbaine et notamment la crise sociale et le paupérisme rural sont des problèmes très liés.

— Inorganisés sur le plan syndical et politique, les pauvres ruraux ont été généralement négligés dans les programmes de lutte contre la pauvreté. A défaut d'intervention, la violence se propagera dans les régions rurales, à l'instar de ce qui se passe dans les villes.

— La plupart des communautés rurales ont une dimension insuffisante pour promouvoir une action propre. En raison de la diminution de la population active, la situation ira en s'aggravant si on laisse jouer l'évolution spontanée.

— « Une partie du problème vient de notre carence à prendre en considération le fait que *l'agriculture moderne et d'aujourd'hui offre peu d'emplois* » (p. 13). Les communautés rurales sont incapables de préparer les jeunes à participer aux conditions économiques modernes.

— La lutte immédiate contre le paupérisme rural est une occasion de rénover la politique agricole.

« Une bonne partie de nos programmes agricoles, notamment en matière d'éducation sont des reliques d'une époque antérieure. « Ils ont été conçus pendant une période où on croyait fermement que le peuple né dans les régions rurales devait s'y maintenir... » (p. 13).

Or, entre 1950 et 1965, la production agricole s'est accrue de 45 % grâce au progrès technique et malgré une diminution de 45 % de la force de travail.

Entre 1965 et 1980, on doit assister à une nouvelle chute de l'emploi agricole d'au moins 45 %.

Or, d'ores et déjà le taux de chômage dans les régions rurales est de 18 % (au lieu de 4 % pour l'ensemble de la nation).

« La plupart de nos programmes agricoles concernant l'agriculture compétitive, sont de peu de secours pour ceux qui ne produisent pas beaucoup ».

LES AXES D'INTERVENTION

La Commission a proposé une panoplie complète et relativement bien intégrée de mesures destinées à éliminer cette tare de la société américaine.

1. — *Politique de grands travaux* pour créer des emplois sur fonds publics dans les régions déshéritées (construction d'écoles, d'hôpitaux, etc...).

2. — *Extension des standards minimaux des salaires aux régions rurales.* En particulier, tous les salaires agricoles devraient bénéficier d'un salaire minimum horaire garanti.

3. — *Les actions sur le facteur humain.*

Il s'agit au départ de mettre en place un système d'information du marché de l'emploi au niveau local et fédéral, complété par une politique de formation et de recyclage des adultes. Les auteurs du rapport insistent sur la nécessité de « bien connecter le recyclage et la structure des offres d'emplois » (p. 34).

Tout un chapitre est consacré à l'éducation des jeunes (chapitre V). Les auteurs précisent encore que 700.000 ruraux n'ont jamais fréquenté l'école. On dénombre 2,3 millions de jeunes gens de 14 à 24 ans qui ont quitté l'école sans le moindre diplôme, dont 8,7 % ont bénéficié d'un enseignement d'une durée inférieure à 5 ans.

En 1960, la durée moyenne des études des jeunes urbains est de 11 ans, au lieu de 9,5 ans pour les jeunes ruraux non agricoles, et 8,8 pour les enfants d'agriculteurs. En outre, les auteurs insistent sur la déficience qualitative de l'éducation dans les régions rurales.

Il s'agit par conséquent de mettre en place un enseignement correspondant aux besoins spécifiques des enfants désavantagés, car nous sommes là en présence d'une forme importante de discrimination. Il faut développer des interventions compensant les réactions hostiles à l'éducation, secrétées par l'environnement. De nombreux paragraphes exposent en détail les différentes suggestions allant des Conseils permanents aux élèves et aux parents, aux fournitures gratuites et aux bourses.

4. — *Les insuffisances de la politique agricole et des quelques voies nouvelles.*

La Commission dénonce les insuffisances de la politique agricole appliquée jusqu'à présent.

Plus des 2/3 du coût total de la politique agricole fédérale est consacrée aux interventions sur le marché. Il s'agit d'une politique agricole du type commercial et non d'une politique d'élimination de la misère : « Les producteurs ont bénéficié de la politique agricole en fonction croissante de l'importance de leur production » (p. 142).

Prenons l'exemple du blé :

« 10 % des producteurs qui ont les plus faibles livraisons ont 1,5 % des allocations de soutien de-

puis 1960. 10 % des plus gros livreurs ont 12 % du total. Enfin 10 % des plus gros livreurs ont 44 % du total » (p. 143).

On retrouve la même situation pour toutes les productions à prix garanti. « Il est clair que la politique de soutien des prix n'a guère aidé le pauvre agriculteur à résoudre ses problèmes de pauvreté ». Il s'agit par conséquent de préconiser autre chose.

Suggestions de la Commission

Ici les propositions ne sont pas très originales.

a) La politique agricole doit acquérir un contenu plus global et moins corporatif.

« La politique agricole doit prendre en considération les besoins de la nation » (p. 144).

En particulier en cas de remise en cause des programmes de soutien, il faut prévoir des actions compensatrices pour les victimes du changement.

b) Il faut établir des règles objectives pour la répartition des aides de soutien des produits, et éviter que les petits producteurs ne soient spoliés lors des opérations de répartition.

c) Il faut établir des limites supérieures de soutien dont peuvent bénéficier les grands producteurs. Le rapport indique par exemple qu'en 1966, neuf entreprises de production ont perçu directement des pouvoirs publics plus de 1 million de dollars (le plus grand versement étant de 2,9 millions de dollars).

d) Il faut des actions structurelles pour regrouper les petites exploitations en unités économiquement viables. Le gouvernement fédéral doit pouvoir acheter les terres des petits exploitants désireux de quitter leurs exploitations, restructurer les exploitations et louer les nouvelles exploitations à de petits producteurs bien encadrés en matière de Conseil de Gestion et de Crédit.

★

Le rapport de synthèse que nous avons brièvement analysé sera accompagné de quelques dizaines de rapports annexes détaillés concernant des points particuliers.

Il s'agit d'une documentation de grande qualité qui doit nourrir l'effort de réflexion et de renouvellement des responsables de l'élaboration de la politique agricole. Précisément, le moment est propice, puisqu'il devient évident que la politique agricole commune est entrée dans une impasse de plus en plus coûteuse.